

### Allocution de Dick Marty

Je suis très touché et ému pour l'honneur que l'Université de Fribourg me témoigne aujourd'hui. Des liens très solides unissent cette Alma Mater à la Suisse italienne, des centaines de Tessinois ont fait leurs études et ont passé des années inoubliables ici à Fribourg. Je suis heureux de pouvoir aujourd'hui être l'interprète de leurs sentiments de vive reconnaissance pour le savoir et l'expérience de vie qu'ils ont eu le privilège d'acquérir dans cette auguste maison. Comme président d'honneur de cette journée particulière, vous avez choisi une personne qui affronte la dernière phase de sa vie. C'est donc tout naturellement que je vais m'adresser surtout à la jeunesse, non sans avoir un bref regard vers le passé.

La génération à laquelle j'appartiens a connu une accélération du progrès technologique et scientifique sans précédent dans l'histoire – comme la plupart de mes camarades j'ai passé pratiquement toute mon enfance sans télévision – une génération qui a vécu l'euphorie des trente glorieuses avec une croissance spectaculaire du bien-être et l'insouciance de la facilité du plein emploi. En passant le témoin aux jeunes générations, nous pouvons dire notre satisfaction de vivre dans une société libre et démocratique, avec des institutions qui garantissent la coexistence pacifique de cultures et langues différentes. Je dis satisfaction et non pas fierté, car comme le dit un proverbe allemand « la fierté et la bêtise sont faites du même bois ».

En fait, nous devons avouer que nous avons aussi eu beaucoup de chance. Nous avons grandi dans un pays qui, seul en Europe, avait échappé aux horreurs de la guerre. Notre économie a grandement profité des rapports avec l'étranger. Notre place financière a assumé une dimension mondiale grâce à son savoir-faire, mais elle aussi a bénéficié d'importants facteurs extérieurs, en particulier de la fuite de capitaux des pays qui nous entourent et d'un secret bancaire qui a été détourné de sa fonction initiale.

Démocratie remarquable, la nôtre n'a pas toujours été aussi exemplaire comme nous aimons le croire. Je pense au retard inadmissible avec lequel nous avons reconnu le droit de vote aux femmes, je pense à l'affaire des biens en déshérence et à notre réticence de nous confronter avec certaines pages sombres de notre passé, je pense aussi au traitement que nous avons imposé aux saisonniers qui ont tant donné à notre pays, aux internements administratifs arbitraires de dizaines de milliers de personnes tout simplement parce que leur mode de vie ne correspondait pas à ce que la société dominante considérait comme convenant ou encore au fichage systématique de centaines de milliers de personnes soupçonnées d'avoir des idées politiques de gauche, ce qui pour beaucoup s'est traduit par un *Berufsverbot*.

Il peut paraître déplacé de rappeler ces faits justement en un jour de fête comme celui qui nous réunit aujourd'hui, un jour qui a plutôt la vocation de regarder à l'avenir. En nous adressant aux jeunes, nous ne devons toutefois pas céder à la tentation de leur transmettre un roman national épuré de toute ombre. Envers ces nouvelles générations, nous avons au contraire un devoir de vérité, car c'est en rappelant les moments sombres que nous pouvons mieux mettre en lumière ce que nous avons fait de mieux. Connaître le passé permet aussi de mieux saisir les défis du présent. Le regard sur ce passé doit aussi nous rappeler que la démocratie, l'État de droit et nos libertés sont de valeurs fragiles et elles ne sont pas acquises à tout jamais.

Nous vivons une période souvent désignée comme étant celle de la « post-vérité », caractérisée par des dirigeants mondiaux qui mentent impunément et flattent les penchants les moins nobles de la population. Or, sans vérité il n'y a pas de justice, sans justice une démocratie ne peut pas survivre. Comment alors ne pas penser à ce que Hannah Arendt a écrit au sujet du totalitarisme : « le sujet idéal du pouvoir totalitaire n'est pas le nazi convaincu ou le communiste dévot, mais bien les gens pour qui la distinction entre faits et fiction entre le vrai et le faux a cessé d'exister ». Je crains que cette analyse cinglante n'ait rien perdu de sa pertinence. Bien au contraire.

Nous avons pensé que le développement fabuleux des nouvelles technologies de communication allait promouvoir une information pluraliste, plus rapide, mieux documentée et favoriser ainsi la recherche de la vérité. Ces avancées spectaculaires ont indubitablement apporté d'énormes avantages au point que nul d'entre nous n'est prêt à y renoncer. L'ère digitale et l'intelligence artificielle impliquent cependant des dangers qui sont à la hauteur des énormes avantages qu'elles sont susceptibles d'apporter à notre qualité de vie. Je crains toutefois qu'on n'ait pas encore saisi toute la dangerosité de ces menaces. Menaces pour la démocratie, comme l'ont démontré les élections aux États-Unis et le scrutin sur le Brexit. Menace sérieuse également pour les droits de l'homme et pour nos libertés ; dans une tribune récente, Mireille Delmas-Marty, professeure au Collège de France, relevait justement qu'« il a fallu des siècles pour inventer un état de droit. Il aura suffi de quelques années pour le transformer en un état de surveillance ».

Ces quelques annotations pour dire que nous laissons aux nouvelles générations un monde bien plus complexe, plus fragile et vraisemblablement plus dangereux de celui que nous avons trouvé dans nos jeunes années. À cela s'ajoute le formidable défi constitué par la rapide détérioration de l'état de notre planète avec la spectaculaire dégénérescence de la biodiversité et le réchauffement climatique qui, s'il n'est pas enrayé, va bouleverser la vie des prochaines générations. Comme nous l'a rappelé très prosaïquement l'un de nos prix Nobel, pour notre planète il n'existe pas de plan B. En ce domaine aussi, notre génération porte une indiscutable responsabilité. Nous avons parié sur la croissance sans fin, sur une consommation démesurée, sur l'asservissement de la nature.

Je suis convaincu que le changement doit venir du bas, il présuppose une mobilisation des opinions publiques, une démonstration par l'exemple qu'on peut faire plus et mieux dans l'intérêt de tout le monde. Nous avons la liberté, la sécurité et un bien-être exceptionnel par rapport au reste du monde. Cet extraordinaire privilège n'implique-t-il pas un devoir d'exemplarité, une obligation morale envers les autres ? Un rôle qui, par ailleurs, ne serait pas un simple geste d'altruisme, il serait surtout un acte de justice, qui plus est dans notre propre intérêt et de celui des prochaines générations.

Je crois profondément en cette fonction d'exemplarité et en son pouvoir d'entraînement. Certes, nous sommes un petit pays, mais nous avons une force économique importante et une incontestable respectabilité internationale due aussi à notre rôle de pionnier que nous avons su assumer dans l'humanitaire. L'exemplarité doit s'accompagner d'un important engagement partout où nous pouvons exercer une influence et conclure des alliances. Quoiqu'en disent certains, il n'y a plus de pays pleinement souverains. Qu'il s'agisse d'environnement, de santé, de communication, de criminalité organisée, d'échanges commerciaux ou de recherche scientifique, nous sommes en présence de phénomènes et de défis qui depuis longtemps déjà, et de plus en plus, assument une telle dimension mondiale qu'aucun État n'est à même de les maîtriser à lui seul. Comme l'a relevé l'intellectuel israélien Yuval Harari, « désormais nous souffrons de problèmes mondiaux sans avoir de communauté mondiale ». C'est à l'édification d'une telle communauté que nous devons nous

engager. Je suis persuadé que nous pouvons, si nous le voulons, jouer un rôle important en ce sens, ne serait-ce que pour les responsabilités qui nous incombent en qualité de dépositaires de cet extraordinaire patrimoine que constituent les Alpes. Pour cela il faut être prêt à s'ouvrir au monde et réagir contre ces mouvements identitaires et de fermeture qui se manifestent un peu partout.

Le repli sur soi-même, le nationalisme exacerbé, la peur et l'hostilité envers l'autre sont des attitudes d'une société faible et perdante, des symptômes d'une société aveuglée et irrémédiablement décadente. Je sais qu'il est de bon ton de dire tout le mal possible de l'Union européenne. On ne peut pourtant pas nier sa contribution déterminante à la paix et à la croissance du bien-être des peuples de notre continent. Compte tenu de l'évolution géopolitique en cours, avec l'Asie de plus en plus puissante et les États-Unis qui se désintéressent du vieux continent, une Europe forte et certes bien meilleure de ce qu'elle est aujourd'hui, constitue à l'évidence une garantie de paix et de sauvegarde des valeurs de notre civilisation et de nos cultures. Veut-on contribuer à cette Europe, veut-on contribuer à son renouveau ou allons-nous préférer le rôle d'acteur malgré lui qui subit un scénario dont l'entière régie et le déroulement sont laissés à d'autres ?

Je conviens qu'on peut avoir des avis partagés sur l'Europe. Ce qui m'inquiète, cependant, est le manque d'objectivité autour de ce débat où la passion offusque la raison. Certes, la politique doit être à l'écoute des citoyennes et des citoyens, mais elle ne peut se réduire à simplement dire ce que les gens ont envie d'entendre en ce moment, à passer des messages simplistes, faux et démagogiques sans assumer la responsabilité de présenter objectivement tous les enjeux. Une fois de plus je dois penser à Hannah Arendt ; certes, elle se référait à un contexte historique différent, mais son constat amer reste actuel : « les bergers suivirent les traces de leurs troupeaux au lieu de les guider ».

La Suisse a attendu 13 ans avant d'adhérer au Conseil de l'Europe dont les buts étaient – et sont – l'affirmation des droits de l'homme, la sauvegarde de la démocratie et la protection des minorités et nous avons attendu 24 ans pour ratifier la Convention européenne des droits de l'homme, une étape majeure dans l'histoire de l'État de droit. Il n'y a pas si longtemps de cela, on affirmait haut et fort que le secret bancaire faisait partie de notre identité et qu'il n'était pas question de le négocier. Dans les deux cas, nous avons subi l'histoire au lieu d'en être les acteurs. Pourquoi ne devrions-nous pas retrouver le goût et l'ambition d'être de véritables protagonistes ?

Une démocratie n'est pas éternelle, elle peut aussi mourir et ne se réduit pas au droit formel de pouvoir voter sur presque tout. Elle exige une pluralité d'opinions, une confrontation dialectique permanente, bref un sens d'appartenance et de participation à un dessin commun. Le fait que plus de la moitié des électeurs déserte les urnes est inquiétant. Certains politologues essayent de nous rassurer en prétendant que même si tout le monde allait voter le résultat ne changerait pas sensiblement. Cela reste à prouver et ne change rien à la gravité du constat, car avec ce raisonnement on pourrait alors aisément remplacer les scrutins populaires par des algorithmes. Ce qui est encore plus alarmant est le transfert progressif et silencieux de pouvoirs étatiques vers de puissantes et opaques entités économiques supranationales sans aucune légitimité démocratique. Vous savez mieux que moi que même les universités n'échappent pas à ces risques.

Une société démocratique ne peut exister que si elle est soutenue par une tension éthique. Comment, alors, oublier ce qui se passe dans la Méditerranée, ce *Mare Nostrum* devenu un cimetière pour tant de malheureux coupables seulement d'échapper à la misère et à la violence ?

Quelle société sommes-nous en train de devenir en faisant preuve de tant d'indifférence face à cette tragédie et en arrivant même à criminaliser des gestes de solidarité ?

Vous allez dire que j'excède dans le défaitisme. Pour décrire mon état d'âme, je m'en remettrais plutôt à la célèbre formule de Romain Rolland, reprise également par Gramsci : « le pessimisme de la raison, mais l'optimisme de la volonté » ou, finalement, comme le disait James Baldwin « je ne peux être pessimiste parce que je suis vivant ». Les défis que nous sommes appelés à affronter constituent un enjeu capital pour notre pays. Nos écoles, nos universités constituent une richesse inestimable, elles contribuent d'une façon importante à la diffusion et à l'approfondissement du savoir universel. L'université ne doit cependant pas être une citadelle pour initiés, il est important, il est fondamental que ses enseignants, ses chercheurs et ses étudiants s'engagent dans la cité pour partager leur savoir et pour contribuer à la compréhension de la complexité des choix que nous sommes appelés à décider. Oui, j'ai confiance dans les jeunes générations, je crois à la force de la raison, au rôle irremplaçable d'un enseignement et d'une recherche ambitieuse et indépendante. Confiant enfin que cette belle université continuera à œuvrer pour l'accroissement et à la diffusion de la connaissance, comme elle le fait si admirablement depuis 130 ans !